



Symposium PSDR4

Transitions pour le développement des territoires

Connaissances et pratiques innovantes pour des modèles agricoles, alimentaires et forestiers résilients

Angers, 28-30 Octobre 2020

Proposition de communication

Formulaire à poster sur le site du colloque (<https://symposium.inrae.fr/psdr4/>)

Avant le 10 Juillet 2020.

Comment les financeurs du développement rural s'emparent de la transition

(Carole Sarkis et Cécile Ferrieux)

Coordonnées précises du ou des auteurs (en précisant le correspondant) :

Correspondante : Carole Sarkis, Chaire InterActions, AgroParisTech, Campus de Clermont-Ferrand, carole.sarkis@agroparistech.fr

Et Cécile Ferrieux, AgroParisTech, Campus de Clermont-Ferrand, cecile.ferrieux@agroparistech.fr

Référence à la (aux) région(s) et au(x) Projet(s) PSDR (éventuelle) : NA

Référence à la thématique visée :

Renouvellement des enjeux et modalités d'intervention publique pour le développement régional et territorial

Résumé

(Times New Roman, 12 pt, interligne simple)

3 pages max

Objectif de la communication :

La communication porte sur le programme Territoires à Agricultures Positives (TAP) qui a pour ambition de soutenir des « projets créateurs de valeurs partagées associant développement territorial et transitions agricoles » dans neuf territoires ruraux en Massif central. Elle se propose d'éclairer les mécanismes de cadrage et d'orientation des transitions agricoles territoriales par les acteurs institutionnels qui les financent et les rendent ainsi possibles. Nous nous intéressons à la manière dont un collectif d'acteurs publics (agence nationale, service déconcentré, établissement de recherche) et privés (fondations et associations émanant du monde agricole et/ou actrices du développement rural) se constitue et établit des dynamiques de collaboration pour la mise en place et la conduite d'un dispositif de financement et d'accompagnement-capitalisation au service des porteurs de projet de territoires.

L'originalité de cette recherche réside dans la réalisation d'une enquête auprès d'acteurs habituellement peu étudiés, puisque souvent positionnés exclusivement comme financeurs, commanditaires d'études ou accompagnateurs des porteurs de projet en territoires. Rentrer dans la « boîte noire » des acteurs du financement permet ainsi de comprendre comment est conceptualisée la notion de transition sur un plan normatif à travers l'écriture collective d'un programme.

Dans cette perspective, la communication vise à rendre compte de la construction de tels partenariats institutionnels hybrides, en mettant en lumière les premiers effets produits par la construction de ces espaces d'interaction sécurisés entre acteurs institutionnels aux intérêts divers, en particulier pour les engager eux-mêmes dans des dynamiques de transition. Ce faisant, nous nous penchons sur la manière dont ces acteurs mobilisent et conçoivent la question des transitions appliquées au développement des territoires ruraux. Nous verrons ainsi comment ces acteurs adoptent une posture subversive par rapport à leurs codes institutionnels habituels tout en s'écartant d'une approche écologique et de rupture de la transition. En rendant compte de paradoxe, nous contribuerons ainsi à une réflexion plus globale sur le renouvellement des enjeux et des modalités de l'intervention publique pour le développement territoriale, à travers l'entrée en scène d'acteurs privés.

Méthode :

Cette enquête se fonde principalement sur une série d'entretiens semi-directifs conduits auprès des représentants des différents acteurs institutionnels engagés dans le programme TAP (deux acteurs de financement publics et deux privés ; deux structures publiques et une association d'accompagnement et de capitalisation).

Cette enquête par entretiens a été complétée par une analyse d'un corpus documentaire constitué d'éléments publics (sites Internet des acteurs institutionnels, documents de cadrage de l'appel à projets) ou internes au programme TAP, ainsi que l'observation participante de réunions collectives impliquant ces acteurs.

L'enquête menée en parallèle auprès des acteurs parties prenantes des projets dans les territoires a par ailleurs permis de recueillir leur perception sur le dispositif TAP (intentions et montage pratique).

L'analyse des données collectées est centrée sur le cadrage tel qu'il est construit par les acteurs de financement, principaux décisionnaires au sein du dispositif, mais nous discutons également la place du

groupe d'accompagnement-capitalisation, du fait de son rôle d'interface entre les projets sur les territoires et les acteurs de financement, et de son rôle ambivalent entre partenaire et prestataire.

Résultats :

L'enquête fait apparaître de manière centrale l'innovation institutionnelle que représente le dispositif intégré de financement et de capitalisation mis en place, en termes de dynamique partenariale entre les différents acteurs. Deux axes principaux peuvent être développés :

Le premier porte sur le rôle moteur des acteurs privés dans l'orientation de l'action publique, à travers notamment les compromis atteints au cours des négociations et l'élargissement des perspectives et du cadrage des enjeux associés aux transitions agricoles territoriales. De manière relativement surprenante, le dispositif constitue une prise de risque importante pour les acteurs institutionnels s'y impliquant, et décale ou conforte leur positionnement à la marge des réseaux traditionnels dans lesquels ils sont insérés. Ainsi le programme, en dépit d'une alternativité toute relative, suscite frictions et résistances dans des systèmes et milieux fortement institutionnalisés, renforçant certains acteurs dans leur positionnement d'expérimentateur, et en déséquilibrant d'autres, soucieux d'opérer des changements sans déstabilisation trop forte de leurs écosystèmes. L'analyse permet d'identifier des leviers particulièrement puissants à la mise en place de ce collectif multi-acteurs, comme la proximité des réseaux concernés, la posture individuelle des personnes engagées, les bénéfices mutuels financiers, techniques et de légitimité. Surtout, c'est l'objet suffisamment large du programme, les ruralités, qui permet de créer une communauté d'intérêt, en dépit d'acceptions diverses de ce que cette thématique recouvre. Pour autant, il ressort que la dynamique collective est encore loin d'aboutir à une véritable coopération, du fait de la diversité des intérêts et objectifs respectifs poursuivis à travers la démarche, de contraintes structurelles et opérationnelles, du poids des gouvernances institutionnelles, ou encore d'un déficit d'interconnaissance. Ces décalages semblent tout particulièrement se cristalliser autour du dispositif d'accompagnement-capitalisation.

Ainsi, la dimension innovante du programme sur le plan organisationnel, qui à la fois résulte de et génère des processus coopératifs et conflictuels, permet d'expliquer les résistances extérieures tout comme les frictions internes au collectif d'acteurs institutionnels.

Le second axe s'intéresse au cadrage conceptuel de l'appel à projets Territoires à Agricultures Positives. Les acteurs de financement inscrivent les transitions qu'ils souhaitent voir advenir dans le cadre institutionnel du développement durable. Les narratifs et théories du changement qu'ils mobilisent relèvent du discours dominant, considérant de manière unanime le développement économique et l'attractivité des territoires ruraux comme une priorité. Pour certains, celle-ci permettra progressivement d'induire une amélioration de la qualité environnementale des pratiques agricoles, pour d'autres, la montée en charge du discours environnemental dans la société doit conduire à de nouvelles opportunités économiques pour les agriculteurs. Sur la dimension sociale de revalorisation du métier d'agriculteur et du rôle de l'agriculture au sein des territoires concernés, les positionnements des acteurs sont nettement plus différenciés quant aux bienfaits respectifs que peuvent apporter la filière et/ou le territoire pour l'atteinte de cet objectif, ce qui se traduit notamment par une diversité d'acceptions de ce qui constituerait une agriculture positive sur les territoires.

Dans ce contexte, l'étude menée fait apparaître une mobilisation très ambivalente de la notion de transition par les acteurs, et donne à voir combien ce terme, qu'ils associent à des impératifs écologiques et/ou à une forme de radicalité, ne correspond pas à la définition des enjeux qu'ils se font pour l'agriculture dans les territoires ruraux. Ainsi, la progressivité des démarches et la démonstration par l'exemple sont-elles identifiées comme des leviers pertinents de transition, aux côtés du maintien d'une diversité d'approches et de pratiques d'expérimentation. Un préalable à la transition semble être la capacité de générer du bien-être collectif sur le territoire, qui passe par une réconciliation entre acteurs

agricoles, acteurs non agricoles et habitants partageant une même réalité. Dès lors, l'échelle territoriale, entendue comme l'espace du projet, est mise en avant pour faire advenir des mutations en faveur de systèmes agricoles plus résilients. A travers le programme TAP, c'est tout particulièrement le développement de nouveaux modèles de gouvernance et d'action collective permettant de fédérer une diversité de parties prenantes locales que les acteurs institutionnels appellent de leurs vœux.

Retombées :

L'enquête, qui correspond à une caractérisation initiale du collectif multi-acteurs au démarrage du programme TAP, s'inscrit dans un processus de long terme visant à capter tout au long du processus l'évolution de la dynamique partenariale entre les acteurs institutionnels. Cette démarche permettra de nourrir sur le plan scientifique la connaissance des modèles de gouvernance renouvelant l'action publique au service des transitions agricoles territoriales. Au plan opérationnel, elle alimentera le groupe d'accompagnement et de capitalisation du programme dans son rôle d'interface et de médiation entre les attentes des acteurs de financement et celles des acteurs territoriaux. Elle a également vocation à alimenter les partenaires financiers dans une perspective d'évolution de leurs pratiques futures de sélection et d'accompagnement de projets de transitions agricoles territoriales au sein d'autres dispositifs, et/ou d'essaimage de la démarche engagée au sein de TAP.

Bibliographie (10 références max.) :

- Bombenger P-H. et Larrue C., « Introduction. Quand les territoires font face aux nouveaux enjeux de l'environnement », *Natures Sciences Societes*, Vol. 22, n° 3, p. 189-194, nov. 2014.
- Galliano D., Lallau B., et Touzard JM., « Coexistences et transitions dans l'agriculture », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 18, n° 1, p. 23, 2017, doi: 10.3917/rfse.018.0023.
- Hansen T. et Coenen L., « The geography of sustainability transitions: Review, synthesis and reflections on an emergent research field », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 17, p. 92-109, déc. 2015, doi: 10.1016/j.eist.2014.11.001.
- Loorbach D., Frantzeskaki N., et Avelino F., « Sustainability Transitions Research: Transforming Science and Practice for Societal Change », *Annu. Rev. Environ. Resour.*, vol. 42, n° 1, p. 599-626, oct. 2017, doi: 10.1146/annurev-environ-102014-021340.
- Nay O., Smith A. (dir.) (2002), *Le gouvernement du compromis, Courtiers et généralistes dans l'action publique*, Paris, Economica.
- Torre A., « Les moteurs du développement territorial », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2018/4 (Octobre), p. 711-736. DOI 10.3917/relu.184.0711